

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plerin, le 07/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PROTAC OUEST (P1)

ZA de Lanjouan - rue de la Saudraie
BP 90322
22400 Lamballe-Armor

Références : 2025.242 - Recommandé n° 1A 215 042 4093 8
Code AIOT : 0005500091

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2025 dans l'établissement PROTAC OUEST (P1) implanté ZA de Lanjouan - rue de la Saudraie BP 90322 22400 Lamballe-Armor. L'inspection a été annoncée le 07/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site de Protac P1 est répertorié comme "Prioritaire" de part son classement IED. Cette visite a été réalisée dans le cadre du plan de contrôle pluriannuel du service d'inspection des installations classées.

Cette inspection a porté sur les thèmes suivants :

- Contrôle du respect des dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 19/09/2024,

- Contrôle de la réalisation des actions correctives demandées suite à l'inspection du 23/05/2024 et du 10/09/2024,
- Vérification de la mise en place d'un système de management environnemental.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROTAC OUEST (P1)
- ZA de Lanjouan - rue de la Saudraie BP 90322 22400 Lamballe-Armor
- Code AIOT : 0005500091
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PROTAC OUEST P1 est un établissement spécialisé dans le travail et le traitement du bois sur la commune de LAMBALLE.

Le site dispose de :

- deux ateliers de traitement par autoclave, composé de 3 autoclaves,
- une zone composé d'un bac de traitement par trempage,
- trois ateliers de travail du bois,
- plusieurs zones de stockage de matières premières et de produits finis.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PMII

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Action n°5 : Campagne de prélèvements des eaux pluviales	Lettre du 05/06/2023, article Action n°5	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Action n°3 : Plan des réseaux d'eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 26/12/2007, article 4.2.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Dispositions générales - Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 4.2.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Amende, Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Respect des valeurs limites d'émission des eaux pluviales	AP Complémentaire du 07/10/2022, article 2.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Prescriptions complémentaires, Amende	0 jour
5	Action n°2 : Autosurveillance	Lettre du 05/06/2023, article Action n°2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Action n°1 : Identification des zones d'égouttage	Lettre du 05/06/2023, article Action n°1	Avec suites, Demande d'action corrective	Prescriptions complémentaires	1 mois
12	Contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 26/12/2007, article 7.3.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
13	Système de management environnemental	Arrêté Ministériel du 28/06/2021, article Annexe - 3.	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Action n°4 : Nettoyage	Lettre du 05/06/2023, article Action n°4	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
8	PM2I - Dossiers des équipements	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
9	Dispositif de détection fuite	Arrêté Ministériel du 28/06/2021, article Annexe - 8.1.b	/	Sans objet
10	Contrôle des	Arrêté Ministériel du	Avec suites, Demande	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	accès	02/03/2023, article 3.2	d'action corrective	
11	Déclaration d'incident	Arrêté Préfectoral du 26/12/2007, article 2.5.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite au constat lors de la visite de 2024 de la récurrence des dépassements de certaines valeurs limites d'émissions dans les rejets d'eaux pluviales, l'inspection a demandé à l'exploitant la mise en place d'une surveillance mensuelle des paramètres non conformes. Cette surveillance complémentaire montre que ces dépassements sont réguliers et permanents dans le temps. De plus, l'analyse de l'évolution des paramètres dans les eaux souterraines interroge également sur la maîtrise de la pollution détectée en 2021 et infiltrée dans les sols puisque certains paramètres de suivi des produits de traitement sont retrouvés systématiquement dans ces eaux souterraines. C'est pourquoi, il est proposé un projet d'arrêté préfectoral complémentaire pour mettre en place un confinement des rejets d'eaux pluviales sur site jusqu'à un retour à la conformité des rejets aqueux.

Le non-respect de ces valeurs limites ainsi que le constat de l'absence de travaux pour supprimer les gouttières au niveau de la zone de traitement par autoclave constitue un non-respect de la mise en demeure du 19 septembre 2024. Il est donc proposé une amende administrative.

De plus, il a été constaté l'absence d'un système de management environnemental complet et efficace répondant aux dispositions de l'arrêté ministériel du 28/06/2021. Il est donc proposé un nouvel arrêté de mise en demeure sur ce point.

Enfin, compte tenu de l'ensemble de ces manquements récurrents et de la réactivité de l'exploitant face aux problèmes de pollution chronique constatée, une réunion au sein des bureaux de l'inspection est programmée sur le deuxième semestre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Action n°5 : Campagne de prélèvements des eaux pluviales

Référence réglementaire : Lettre du 05/06/2023, article Action n°5
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 23/05/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>5. Suite à la découverte des points de rejets EP3 et EP4, PROTAC prévoit de faire réaliser également des prélèvements au droit de ces deux points lors de la prochaine campagne</p>

Il est recommandé de réaliser une grande campagne de prélèvement des eaux pluviales sur l'ensemble du site, en différents points de rejet et regards de collecte des eaux de ruissellement, afin d'identifier les zones de concentration de produits de traitement du bois.

Echéance : 4 mois

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'aucun prélèvement n'avait été réalisé sur les points à supprimer EP3 et EP4. De plus, il a été indiqué que ces points étaient toujours présents puisque les travaux envisagés n'avaient toujours pas été réalisés.

Le jour de l'inspection, le plan des réseaux n'avait toujours pas été mis à jour puisque les investigations à la fluorescéine et les travaux n'avaient toujours pas été réalisés.

L'inspection a rappelé à l'exploitant que ces travaux et ces investigations ont été annoncés depuis 2 ans sans aucune mise en œuvre.

Compte-tenu de ces constats, l'inspection a demandé à l'exploitant de réaliser les investigations nécessaires pour mettre à jour son plan des réseaux et prévoir ainsi les analyses sur EP3 et EP4 en fonction des résultats et prévoir les travaux nécessaires pour l'été 2025.

A la suite de cette inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection un devis signé en date du 05/05/2025 pour :

- réaliser un traçage de son réseau d'eaux pluviales à la fluorescéine et des investigations au niveau des points de rejet EP3 et EP4,
- ajouter à la surveillance mensuelle d'EP1 les points de rejet EP3 et EP4,
- ajouter au suivi mensuel les paramètres propiconazole, tébuconazole et cyperméthrine.

Les points de rejet EP3 et EP4 n'ont pas pu être vu lors de la visite car très peu accessibles (côté départementale).

A la suite de cette inspection, un plan des réseaux d'eaux pluviales et des piézomètres a été mis à jour au 20/05/2025 et transmis à l'inspection. Ce plan indique la présence de points de rejet confirmés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai d'un mois, l'exploitant transmettra à l'inspection :

- les résultats des investigations réalisés sur son réseau d'eaux pluviales,
- les résultats de la surveillance mensuelle réalisée sur EP1, EP3 et EP4.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Action n°3 : Plan des réseaux d'eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2007, article 4.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Etude approfondie des réseaux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 19/12/2024

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a rappelé à l'exploitant que cette demande a été formulée depuis l'inspection de 2019, soit avant même la découverte de la pollution.

Par mail du 25/04/2025, l'exploitant a transmis un plan des réseaux d'eaux pluviales. Ce plan, détaillant uniquement les piézomètres et les réseaux pluviales, ne possédait ni échelle, ni de date de mise à jour et des incertitudes.

Ce plan ne comprend pas tous les réseaux d'eaux demandés par l'article visé, à savoir l'alimentation, l'assainissement..., ni les vannes de confinement, grilles, regards ou plaques, disconnecteur, mesureurs...

Le site disposant d'un réseau enterré pour le traitement des bois par autoclave, ce plan doit également contenir ce réseau interne de traitement.

A la suite de cette inspection, ce plan des réseaux d'eaux pluviales et des piézomètres a été mis à jour au 20/05/2025 et transmis à l'inspection. Ce plan indique notamment la présence de points de rejet confirmés.

Il est noté que de nombreux éléments sont encore manquants, à savoir :

- autres réseaux d'eaux (alimentation et assainissement),
- origine et distribution de l'eau d'alimentation,

- dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution),
- secteurs collectés et les réseaux associés,
- ouvrages de toutes sortes (compteurs...),
- grilles, regards...
- réseau interne pour le traitement par autoclave.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai d'un mois, l'exploitant devra mettre à jour son plan des réseaux en intégrant tous les éléments demandés par la réglementation (réseau d'eaux d'alimentation, réseau interne de traitement par autoclave, réseau d'assainissement (sanitaires), emplacement des plaques, grilles et regards...).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Dispositions générales - Collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 4.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Pollution

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 19/02/2025

Prescription contrôlée :

Dispositions générales :

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu aux chapitres 4.2. et 4.3, ou non conforme à leurs dispositions est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Constats :

Lors de la visite, il a été constaté que les gouttières au niveau de la zone de traitement par les autoclaves n'avaient pas été supprimées.

L'exploitant a indiqué que ces travaux sont prévus en août 2025.

Au niveau central des zones d'égouttage 1 et 2, il n'a pas été constaté de gouttière.

Cependant, un "trou" a été constaté par l'exploitant juste avant l'inspection, à priori dû à une

ancienne descente de gouttière. Un rebouchage temporaire a été opéré par l'équipe maintenance. L'exploitant a prévu de le supprimer et de refaire l'étanchéité de la dalle. Il n'a pas été en mesure d'indiquer depuis quand ce trou était présent.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 1 mois, l'exploitant devra prendre toutes les mesures nécessaires pour déplacer toutes les gouttières présentes au niveau des sorties d'autoclaves où sont égouttés les bois fraîchement traités afin de supprimer tout risque de contamination des eaux pluviales par les produits chimiques de traitement présents sur la rétention de ces zones.

Il devra dans le même temps supprimer le trou constaté dans la dalle d'égouttage et s'assurer de l'étanchéité de toutes les zones en contact avec du produit de traitement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Amende, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Respect des valeurs limites d'émission des eaux pluviales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/10/2022, article 2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejet d'eaux pluviales

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 19/03/2025

Prescription contrôlée :

Les prescriptions de l'article 4.3.11 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 décembre 2007 modifié par l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 décembre 2018 et de l'article 9.1.3 modifié par l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 décembre 2018 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

"Article 4.3.11. Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

Paramètres	Code SANDRE	Rejets EP1 Concentration max (mg/l)	Rejets EP2 Concentration max (mg/l)
DCO	1314	300	125

DBO5	1313	-	30
MES	1305	100	35
Hydrocarbures totaux	7009	10	10
Cypermethrine	1140	0,01	-
Tébuconazole	1694	0,01	-
Propiconazole	1257	0,01	-
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	0,15	-
Ammonium	1335	0,5	-
Acide borique	5919	LQ*	-
IPBC	2741	LQ*	-

* limite de quantification
/.../

Constats :

Suite à l'inspection du 23/05/2024, compte-tenu des dépassements de certaines valeurs limites dans les eaux pluviales, l'inspection avait demandé à l'exploitant de mettre en place une surveillance mensuelle.

Cette surveillance complémentaire n'a été mise en place par l'exploitant qu'à partir de novembre 2024, malgré le rapport de l'inspection en date du 05/08/2024 puis la signature de l'arrêté de mise en demeure le 19/09/2024.

Les analyses de janvier 2025 ont montré un pH légèrement acide et des dépassements sur l'ammonium, le cuivre et l'acide borique. La conclusion du bureau d'études est la suivante : *"Au vu de ces résultats, il est recommandé de poursuivre la surveillance mensuelle des eaux pluviales au droit du rejet EP1."*

droit du rejet EP1."

L'exploitant a transmis par mail du 24/04/25 un devis du 28/01/25 pour poursuivre la surveillance sur EP1 en février, avril et mai (mars étant déjà prévu dans le cadre du suivi semestriel). Ce devis ayant été signé le 28/02/2025, il n'y a pas eu d'analyse sur le mois de février.

Les paramètres analysés restent inchangés, à savoir : DCO, cuivre, ammonium et bore total. Or, du propiconazole a été détecté en octobre 2024 dans le cadre de l'analyse semestrielle. L'inspection a rappelé à l'exploitant qu'au vu des dépassements chroniques, une réactivité est attendue de la part de l'exploitant pour mettre en place rapidement des mesures selon les résultats détectés. Ce nouveau paramètre aurait donc dû être ajouté à la surveillance mensuelle et des investigations auraient dû être entreprises.

Lors de la visite, l'exploitant a informé l'inspection que le prélèvement en mars a eu lieu le 14. Il s'agissait du suivi semestriel (suivi des eaux pluviales et des eaux souterraines).

Les résultats provisoires présentés en inspection montraient des dépassements en ammonium dans les eaux pluviales et une présence d'ammonium et de cuivre dans les eaux souterraines au niveau du piézomètre Pz2 (aval autoclave 2) et du bore au niveau des piézomètres Pz1 (aval autoclave 1 et 3) et Pz4 (aval zones d'égouttage).

L'inspection a rappelé que même si les quantités retrouvées dans les eaux souterraines sont faibles, il faut être attentif à l'évolution des paramètres dans la durée, surtout compte tenu de la pollution détectée dans les sols en 2021 et de la présence de ces paramètres dans les eaux pluviales.

Face à cette situation et aux échanges avec l'inspection, l'exploitant a décidé de réagir. Il a présenté lors du contrôle les actions prévisionnelles suivantes à mettre en œuvre d'ici le mois de septembre :

- finalisation du plan des réseaux,
- réfection totale du sol de la zone d'égouttage n°1 et du caniveau n°1 de cette zone,
- suppression des flux de chariots,
- installation d'un réseau de nettoyage haute pression au niveau des autoclaves (nettoyage des sols, des chariots, des éléments de dépotage, camions de livraison...). L'inspection a indiqué que ce réseau d'eau spécifique devra être bien déterminé, contrôlé et maîtrisé,
- installation d'un poste de préparation produit avec pesé et zone maîtrisée sur rétention,
- réalisation d'un audit de la zone autoclave (contrôle technique des autoclaves),

Pour 2026, l'exploitant prévoit également la reprise intégrale des rails des autoclaves.

Enfin, l'inspection a rappelé à l'exploitant qu'il doit avant tout garder l'objectif d'un retour à la conformité de ses installations et de son site.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est tenu de mettre en place immédiatement les mesures de sécurité suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Interdiction de rejeter ses eaux pluviales dans le milieu. <p>Afin d'assurer l'interdiction de ses rejets vers le milieu naturel, l'exploitant procédera à la mise en confinement de ses réseaux d'eaux pluviales en activant ses dispositifs de confinement. Si certains points de rejets ne disposent pas de dispositif déjà en place, il devra installer au niveau du ou des points de rejet concernés un dispositif permettant leur obturation.</p> <p>Le déconfinement des réseaux d'eaux pluviales est conditionné au respect des dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • respect des valeurs limites d'émission définies dans son arrêté complémentaire du 7 octobre 2022 pour les paramètres DCO, Cyperméthrine, Tébuconazole, Propiconazole, Cuivre, Ammonium et Acide borique, durant une période de 3 mois consécutifs, • dépôt préalable d'un dossier de porter à connaissance listant l'ensemble des investigations et des travaux réalisés permettant de garantir la conformité des rejets aqueux. <p>L'ensemble de ces dispositions et des dispositions complémentaires sont repris dans un projet d'arrêté préfectoral complémentaire proposés en annexe de ce rapport.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires, Amende
Proposition de délais : 0 jour

N° 5 : Action n°2 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Lettre du 05/06/2023, article Action n°2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/05/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>PROTAC a mis en place un contrôle régulier (tous les 15 jours) du regard d'eaux pluviales défectueux /.../</p> <p>2. Il est recommandé de formaliser ce contrôle par la tenue d'un registre, voire de passer ce contrôle à une fréquence hebdomadaire.</p> <p><u>Echéance</u> : immédiat</p>

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il a été consulté le registre informatique de la surveillance du rejet d'eaux pluviales au point EP1. Ce registre indique le détail des observations du prélèvement (odeur, couleur) et une photo du prélèvement est archivé dans la base.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la cunette n°2 n'est plus utilisée en égouttage.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai d'un mois, l'exploitant transmettra une copie de la procédure de surveillance de son réseau d'eaux pluviales. Il indiquera également les personnes en charge de cette surveillance (désignation d'un titulaire et d'un remplaçant).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Action n°4 : Nettoyage

<p>Référence réglementaire : Lettre du 05/06/2023, article Action n°4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Réseaux d'eaux pluviales</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/05/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4. Puis il est recommandé de faire réaliser un nouveau nettoyage complet de l'ensemble du réseau d'eaux pluviales du site.</p> <p><u>Echéance</u> : 3 mois</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, le réseau n'avait toujours pas été nettoyé comme indiqué en 2024 pour répondre à l'action n°4. Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis le bon d'intervention du curage et du nettoyage complet des réseaux d'eaux pluviales en date du 06/05/2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Action n°1 : Identification des zones d'égouttage

Référence réglementaire : Lettre du 05/06/2023, article Action n°1
Thème(s) : Risques chroniques, Zonage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/05/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : 1. Il est recommandé de faire apparaitre clairement sur site les zones de stockages dédiées à l'égouttage des bois traités et que celles-ci soient les plus proches des installations de traitement. <u>Échéance</u> : immédiat
Constats : L'exploitant a indiqué avoir mis en place des panneaux mais cet affichage ne fonctionne pas car les panneaux se décrochent ou ne sont pas suffisamment visibles. Lors de la visite, il a effectivement été constaté la disparition de l'affichage de la zone d'égouttage et le peu de visibilité de l'affichage à l'entrée de la zone de traitement. Concernant la zone défectueuse identifiée mise à l'écart, il n'a pas été constaté de signalisation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra mettre en place une identification claire sur site de ces zones d'égouttage (panneaux, marquage, code couleur...) et de la zone condamnée. Cette disposition est reprise dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : PM2I - Dossiers des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 10/09/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

- date d'échéance qui a été retenue : 27/01/2025

Prescription contrôlée :

L'état initial, les programmes d'inspection ou de surveillance ainsi que les plans d'inspection ou de surveillance mentionnés aux articles 3 à 7 peuvent être établis selon les recommandations de guides professionnels reconnus par le ministre chargé de l'environnement.

Ces guides définissent :

- les règles d'estimation de l'importance du risque environnemental lorsque les articles précédents le prévoient ;
- les règles de réalisation de l'état initial ;
- les modalités d'établissement des plans d'inspection ou de surveillance et de maintenance éventuelle ;
- le délai de mise en application des révisions du guide lors de chaque révision.

Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant :

- l'état initial de l'équipement ;
- la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis ;
- les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ;
- les interventions éventuellement menées.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est aisément consultable lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées.

Ce dossier peut constituer le dossier mentionné au 3 de l'annexe I de l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier, du livre V du code de l'environnement.

Lorsque les documents mentionnés ci-dessus sont établis sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, les révisions du guide sont prises en compte par l'exploitant dans le délai fixé par ces révisions.

Constats :

Par mail du 25/04/2025, l'exploitant a transmis son dossier d'état initial et son plan d'inspection pour son bac de traitement mis en service en février 2024.

Lors de la visite, il a été constaté la réalisation des premières inspections des plans d'inspection (réservoirs et rétention associée, bac de traitement).

Il a été constaté un décalage du contrôle trimestriel pour le bac de traitement à cause d'un arrêt maladie. **L'inspection a donc indiqué à l'exploitant la nécessité de mettre en place un agent suppléant du titulaire désigné pour la réalisation du contrôle en cas d'absence prolongée.**

Sur site, il a été constaté le nettoyage de la rétention du bac de traitement. L'exploitant a indiqué

que la présence de produit constaté lors de la visite de 2024 était dû à un problème de conception du bac (bras avec trous). Ce défaut a été corrigé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Dispositif de détection fuite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/06/2021, article Annexe - 8.1.b

Thème(s) : Risques chroniques, Bac de traitement

Prescription contrôlée :

8.1. Prévention des fuites et des émissions accidentelles de produits chimiques de traitement lors des procédés non réalisés sous pression

Pour les procédés non réalisés sous pression, l'exploitant applique une des techniques énumérées ci-dessous.

Technique	
a	Cuves de traitement à double paroi munies de dispositifs automatiques de détection des fuites
b	Cuves de traitement à paroi simple, équipées d'un système de rétention de taille suffisante (1) et résistant aux produits de préservation du bois, d'un carter de protection et d'un dispositif de détection automatique des fuites

(1) Le système de rétention dispose d'un volume au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité de la plus grande cuve de traitement ;
- 50 % de la capacité totale des cuves de traitement associées.

Constats :

La cuve de traitement par trempage est une simple paroi. Elle est installée dans une rétention bétonnée de taille suffisante.

Lors de la visite, il a été constaté l'installation d'un dispositif de détection de fuite au point bas de la rétention.

Un carter de protection est installé le long de la rétention. Il a été constaté la présence de marques d'usures dues au galet des chariots.

Lors de la visite, le site était en cours de tests au niveau d'un des auvents de stockage pour remédier à ce problème. Deux types de protection sont en cours de test sur 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Clôture

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 10/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 27/01/2025

Prescription contrôlée :

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations.
L'exploitant prend des dispositions afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations (par exemple clôture ou panneaux d'interdiction de pénétrer ou procédures d'identification à respecter).

Constats :

Lors de la visite, il a été constaté la fermeture par un grillage de l'ouverture en limite Nord-Ouest.

L'exploitant a indiqué que l'escalier encore présent allait être démonté et qu'il n'y avait plus de stockage sur la parcelle voisine. Il a en effet été constaté l'absence de stockage de bois sur cette parcelle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Déclaration d'incident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2007, article 2.5.1

Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident
--

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 10/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 27/01/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.
Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport

<p>d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, la déclaration de cet incident n'avait toujours pas été transmise à la DREAL. L'exploitant a indiqué que la déclaration avait été réalisée en interne mais non diffusée à la DREAL.</p> <p>Par courriel du 30/04/2025, la fiche BARPI de l'incendie survenu en 2022 sur la raboteuse WPM a été transmise à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Contrôle des installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2007, article 7.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, .</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Installations électriques - Mise à la terre</p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.</p> <p>La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.</p> <p>Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.</p> <p>Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court circuit.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par mail du 24/04/2025, l'exploitant a transmis le rapport de contrôle électrique et l'annexe Q18 du contrôle réalisé le 22/07/2024.</p> <p>L'annexe Q18 indique « l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion ».</p> <p>L'exploitant a indiqué que les travaux de remise en conformité ont été réalisés et qu'un nouveau contrôle est planifié la 1ère semaine d'août 2025 par la société APAVE.</p> <p>Par courriel du 30/04/2025, l'exploitant a transmis un extrait de sa GMAO reprenant les actions de remise en conformité de ses installations électriques.</p>

Lors de la visite, un contrôle par sondage des armoires électriques a été réalisé. Au niveau des 2 anciennes lignes, il a été constaté un léger taux d'empoussièrement dans les armoires et le sol, qui reste acceptable.
Cependant, il a été constaté une porte abîmée qui ne fermait plus.

En revanche au niveau de la nouvelle ligne de rabotage, il a été constaté un taux d'empoussièrement dans les armoires électriques encore trop important.

A l'extérieur, il a été constaté une nette amélioration de l'empoussièrement par rapport aux précédentes inspections.

L'exploitant a indiqué qu'une équipe de nettoyage intervient 4-5h par jour sur la nouvelle ligne car son débit est très supérieur aux 2 autres lignes, nécessitant un nettoyage plus important. Pour les armoires, il a indiqué à l'inspection qu'il allait voir pour se rapprocher de la société de nettoyage pour savoir si un nettoyage des armoires pourrait être inclus dans la prestation (habilitation nécessaire).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra transmettre à l'inspection le rapport et l'annexe Q18 du contrôle de ses installations électriques prévu en août 2025 **sous 15 jours après réception.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 13 : Système de management environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/06/2021, article Annexe - 3.

Thème(s) : Autre, MTD

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place et **applique** un système de management environnemental (SME) approprié présentant toutes les caractéristiques suivantes :

i. Engagement, initiative et responsabilité de l'encadrement, y compris de la direction, en ce qui concerne la mise en œuvre d'un SME efficace.

ii. Analyse visant notamment à déterminer le contexte dans lequel s'insère l'organisation, à recenser les besoins et les attentes des parties intéressées, à mettre en évidence les caractéristiques de l'installation qui sont associées à d'éventuels risques pour l'environnement (ou la santé humaine), ainsi qu'à déterminer les exigences légales applicables en matière d'environnement.

iii. Définition d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation.

iv. Définition d'objectifs et d'indicateurs de performance pour les aspects environnementaux importants, y compris pour garantir le respect des exigences légales applicables.

v. Planification et mise en œuvre des procédures et actions nécessaires (y compris les actions correctives et préventives si nécessaire) pour atteindre les objectifs environnementaux et éviter les risques environnementaux.

vi. Détermination des structures, des rôles et des responsabilités en ce qui concerne les aspects et

objectifs environnementaux et la mise à disposition des ressources financières et humaines nécessaires.

vii. Garantir (par exemple, par l'information et la formation) la compétence et la sensibilisation requises du personnel dont le travail est susceptible d'avoir une incidence sur les performances environnementales de l'installation.

viii. Communication interne et externe.

ix. Inciter les travailleurs à s'impliquer dans les bonnes pratiques de management environnemental.

x. Etablissement et tenue à jour d'un manuel de gestion et de procédures écrites pour superviser les activités ayant un impact significatif sur l'environnement, ainsi que de registres pertinents.

xi. Planification opérationnelle et contrôle des procédés efficaces.

xii. Mise en œuvre de programmes de maintenance appropriés.

xiii. Protocoles de préparation et de réaction aux situations d'urgence, y compris la prévention ou l'atténuation des incidences (environnementales) défavorables des situations d'urgence.

xiv. Lors de la (re)conception d'une (nouvelle) installation ou d'une partie d'installation, prise en considération de ses incidences sur l'environnement sur l'ensemble de son cycle de vie, qui inclut la construction, l'entretien, l'exploitation et la mise à l'arrêt définitif.

xv. Mise en œuvre d'un programme de surveillance et de mesurage ; si nécessaire, des informations peuvent être obtenues dans le rapport de référence du JRC relatif à la surveillance des émissions dans l'air et dans l'eau provenant des installations relevant de la directive sur les émissions industrielles.

xvi. Réalisation régulière d'une analyse comparative des performances.

xvii. Audits indépendants internes (dans la mesure du possible) et externes réalisés périodiquement pour évaluer les performances environnementales et déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour.

xviii. Evaluation des causes de non-conformité, mise en œuvre de mesures correctives pour remédier aux non-conformités, examen de l'efficacité des actions correctives et détermination de l'existence ou non de cas de non-conformité similaires ou de cas potentiels.

xix. Revue périodique, par la direction, du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité.

xx. Suivi et prise en considération de la mise au point de techniques plus propres.

xxi. Prise en compte de l'évolution des produits biocides et de la législation s'y rapportant (par exemple en ce qui concerne l'autorisation des produits en vertu du RPB) en vue d'utiliser les procédés les plus respectueux de l'environnement.

/.../

xxiii. Etablissement d'une liste de tous les procédés et équipements de réduction des émissions qui sont critiques sur le plan environnemental (dont la défaillance pourrait avoir une incidence sur l'environnement) [cf. technique c du point 12]. La liste des équipements critiques est tenue à jour.

xxiv. Etablissement de plans de prévention et de contrôle des fuites et des déversements, y compris de lignes directrices en matière de gestion des déchets pour la maîtrise des déchets résultant de déversements [cf. point 12].

xxv. Enregistrement des fuites et déversements accidentels, et plans d'amélioration (contre-mesures).

Le niveau de détail et le degré de formalisation du système de management de l'environnement sont proportionnés à la nature, la taille et la complexité de l'installation ainsi qu'aux différentes incidences environnementales possibles.

Les installations dont le système de management environnemental a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) n° 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management

environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences.

Constats :

Lors de la visite, il a été rappelé que le site de PROTAC P1 est un site classé IED ce qui correspond à un classement européen égal à un risque environnemental important.

Ce classement est l'équivalent du classement SEVESO pour ce qui concerne les risques chroniques pour l'environnement (pollutions).

Pour les points xi et xii, l'exploitant a mis en place une gestion de la maintenance assistée par ordinateur (GMAO) pour assurer le contrôle et le pilotage des opérations liées à la maintenance de ces équipements.

Cependant, actuellement l'exploitant a indiqué que le logiciel n'est pas correctement exploité par le personnel (absence de mise en ligne des rapports et des non-conformités). Il n'y a donc pas de suivis possibles par le service QSE afin d'avoir une visibilité pour réaliser les engagements financiers.

L'établissement n'est pas certifiée ISO 14001. L'exploitant a précisé qu'une démarche qualité est mise en place avec la création d'une cellule de 2 employés sous la direction technique.

Lors de l'inspection, il a été indiqué que la direction s'était engagée dans la démarche avec notamment le recrutement d'un conseiller interne.

Par courriel du 30/04/2025, l'exploitant a transmis un modèle de fiche progrès entrant dans le cadre du SME.

L'inspection a rappelé à l'exploitant que le système de management environnementale (SME) correspond à la mise en place d'un ensemble de process qualité à tout l'ensemble du site. Ces process doivent être maîtrisée et appliqués par l'ensemble du personnel de l'entreprise et ses dirigeants.

Cette disposition réglementaire est applicable aux rubriques 3700 autorisées depuis le 09/12/2024. Dans son dernier dossier de réexamen IED, l'exploitant s'était engagé à mettre en place un SME avant la fin décembre 2024.

Or, l'inspection a pu constater, lors de cette visite, l'absence de mise en place d'un véritable SME complet, efficace et maîtrisé par l'ensemble de la société, notamment au vu de la gestion des non-conformités récurrentes sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 3 mois, l'exploitant devra mettre en place un système de management environnemental complet et efficace, conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du

28/06/2021.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois